



Méditerranée orientale : de l'eau dans le gaz ?

David Amsellem

DANS **POLITIQUE ÉTRANGÈRE 2016/4 Hiver**, PAGES 61 À 72

ÉDITIONS **INSTITUT FRANÇAIS DES RELATIONS INTERNATIONALES**

ISSN 0032-342X

ISBN 9782365675369

DOI 10.3917/pe.164.0061

Date de mise en ligne : 07/12/2016

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-politique-etrangere-2016-4-page-61?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Institut français des relations internationales.

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur cairn.info/copyright.

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

Méditerranée orientale : de l'eau dans le gaz ?

Par **David Amsellem**

David Amsellem, docteur en géopolitique de l'université Paris 8, est consultant. Sa thèse de doctorat, soutenue en 2014, portait sur l'impact de la découverte de gaz naturel en Méditerranée orientale.

Depuis 2009, plusieurs gisements gaziers importants ont été découverts en Méditerranée orientale. Israël en a particulièrement bénéficié, ce qui n'a pas manqué d'avoir un impact sur les relations avec les pays voisins. Les tensions se sont par exemple accrues avec le Liban, la délimitation de la frontière maritime israélo-libanaise faisant l'objet d'un contentieux. La récente découverte d'un méga-gisement dans les eaux égyptiennes devrait modifier l'équilibre énergétique régional.

politique étrangère

Le Proche-Orient fut longtemps considéré comme le parent pauvre du Moyen-Orient dans le domaine énergétique. En effet, d'un point de vue géologique, cette zone appartient davantage au bassin méditerranéen qu'à l'ensemble arabo-persique, largement plus riche en hydrocarbures¹.

Toutefois, depuis 2009, les découvertes de gaz naturel s'accumulent en Méditerranée orientale dans ce qu'on nomme le bassin levantin. La dernière en date (août 2015) a permis de mettre à jour le méga-gisement Zohr, contenant près de 850 milliards de mètres cubes, situé à quelques dizaines de kilomètres des côtes égyptiennes. Ce gisement vient s'ajouter à de nombreux autres présents au large d'Israël ou de Chypre. Il ne s'agit certes pas de pétrole – ou alors peu ou pas encore exploitable –, mais les quantités sont loin d'être négligeables à l'échelle d'une région jusque-là fortement dépendante de ses importations d'hydrocarbures. Ces nouvelles richesses vont donc modifier, parfois en profondeur, les stratégies énergétiques des États de la région et vont avoir un impact sur les relations diplomatiques avec les pays riverains.

1. Les seules régions pétrolifères du pourtour méditerranéen sont la Libye, l'Algérie, le désert occidental égyptien, le delta du Nil et le Sinaï, qui d'un point de vue géologique bénéficient de caractéristiques plus favorables comme la présence de larges couches granitiques qui ont permis la constitution de bassins sédimentaires où ont pu se former et se conserver les hydrocarbures.

Les premières découvertes en Méditerranée orientale

L'intérêt que portent des compagnies du secteur de l'énergie au Proche-Orient n'est pas nouveau. En 1947 déjà, une filiale du consortium pétrolier Iraq Petroleum Company² avait obtenu plusieurs concessions d'exploration en Palestine, alors sous mandat britannique, mais la première guerre israélo-arabe (1947-1949) avait interrompu tous les projets et études en cours.

Quelques années après la création de l'État d'Israël, celui-ci a encouragé la recherche d'hydrocarbures sur son territoire, y compris maritime. Après des décennies d'exploration et des centaines de forages, aucun gisement d'envergure n'a pourtant été découvert.

L'arrivée de compagnies étrangères

Au début des années 1990, une nouvelle compagnie étrangère, British Gas, fait son entrée en Méditerranée orientale en obtenant des droits dans des concessions au large de l'Égypte. Les premiers résultats sont alors prometteurs. La compagnie britannique s'intéresse ensuite au secteur énergétique israélien en raison d'un contexte politique plus favorable – le processus de paix israélo-palestinien d'Oslo démarre en 1992 –, mais aussi et surtout en raison des nouvelles perspectives énergétiques qu'offre le bassin levantin. En effet, depuis le début de la décennie 1990, un groupe de géologues israéliens a réalisé des études plus poussées du sous-sol *offshore* d'Israël et a conclu à l'existence de plusieurs poches de taille modérée enfouies à quelques kilomètres au sud de la côte méditerranéenne du pays. Attirée pour les mêmes raisons, une autre compagnie, américaine cette fois (Noble Energy), obtient également des droits de concession dans le territoire maritime d'Israël.

Les premiers résultats sont annoncés dès 1999, mais ceux-ci sont encore limités : peu prometteurs, les gisements Or et Noa ne sont pas exploitables faute de rentabilité économique. En février 2000 cependant, la compagnie américaine Noble Energy, partenaire de l'entreprise israélienne Delek Energy, découvre un gisement *offshore* au sud d'Israël qu'elle baptise Mari-B. Ce dernier contient près de 30 milliards de mètres cubes de gaz naturel et constitue ainsi le premier champ de gaz rentable du pays. L'événement est historique pour Israël qui va pouvoir produire localement, pendant plusieurs années, sa propre énergie.

En parallèle de ses activités israéliennes, British Gas a également obtenu auprès de l'Autorité palestinienne des droits d'exploration au large de la

2. L'IPC est fondée en 1927 par les futures grandes compagnies pétrolières mondiales (Shell, British Petroleum, ExxonMobil, Compagnie française de pétrole) pour exploiter le pétrole irakien.

bande de Gaza. À l'été 2000, quelques mois après la découverte de Mari-B, la compagnie britannique annonce la découverte d'un gisement au large de la bande de Gaza qu'elle nomme Gaza Marine. Les quantités sont supérieures à celles du gisement israélien (environ 40 milliards de mètres cubes), et constituent un volume qui couvre très largement les besoins de l'économie palestinienne. Pour le président palestinien d'alors, Yasser Arafat, l'événement justifie un discours sur l'avenir du futur État de Palestine, en pleine mer, à quelques mètres de la plateforme.

Découverte d'un gisement au large de la bande de Gaza

L'impact de la deuxième intifada

Israéliens et Palestiniens disposent désormais de quantités significatives de gaz naturel dans leur sous-sol, ce qui implique une réévaluation de leur politique énergétique. L'un des scénarios retenus à l'époque consiste à faire évoluer le mix électrique israélien, presque exclusivement composé de charbon, pour intégrer une part de plus en plus croissante de gaz naturel, moins polluant. Dans cette optique, l'importation de gaz issu du gisement palestinien permettrait de soulager l'unique gisement israélien (Mari-B) tout en procurant une source de revenus significatifs à l'Autorité palestinienne pour se développer. Des projets d'importations en provenance d'Égypte sont également envisagés pour consolider la stratégie d'approvisionnement israélienne.

Ces découvertes et ces perspectives encouragent les projets d'exploration, notamment en haute mer, mais le contexte politique et économique local change brutalement, avec le déclenchement de la seconde *intifada* (octobre 2000). Le dialogue entre responsables palestiniens et israéliens au sujet du gaz est interrompu à chaque flambée de violence, tandis que les projets d'exploration impliquant des compagnies étrangères patinent. Pendant presque une décennie suivant la découverte de Mari-B et de Gaza Marine, aucune autre découverte ne sera faite au large de ces côtes.

Nouvelles découvertes dans un contexte régional tendu

Au début de l'année 2009, le consortium israélo-américain annonce la découverte d'un nouveau gisement de gaz naturel à 90 km au large des côtes israéliennes. Baptisé Tamar, ce gisement contient environ 300 milliards de mètres cubes de gaz naturel, soit dix fois plus que Mari-B. En Israël, dans le secteur énergétique et le milieu politique, c'est l'euphorie : le pays, qui exploite depuis cinq ans seulement son premier gisement de gaz naturel, est désormais en capacité de satisfaire sa demande pendant des décennies.

Cette découverte interpelle bien au-delà d'Israël. Le bureau américain d'études géologiques s'y intéresse et publie, en mars 2010, un rapport selon lequel le bassin levantin contiendrait plus de 3 500 milliards de m³, soit près de dix fois les quantités déjà découvertes³.

Et en effet, quelques mois après la publication de ce rapport, une découverte encore plus importante est annoncée : Léviathan, un gisement plus éloigné des côtes (130 km) et surtout plus prometteur avec près de 620 milliards de mètres cubes.

La suspension des relations israélo-turques

Or, à partir de 2009, on assiste à un progressif renversement des alliances régionales. L'intervention militaire israélienne dans la bande de Gaza – opération Plomb Durci de décembre 2008 à janvier 2009 – est vivement critiquée par l'opinion publique turque, alors que le Premier ministre Erdogan initie depuis plusieurs années une nouvelle ligne diplomatique en direction de ses voisins arabo-musulmans. Le statut « d'allié privilégié d'Israël » de la Turquie apparaît de plus en plus problématique pour les nouvelles relations que souhaite établir Ankara avec la Syrie, l'Irak ou l'Iran. L'opération Plomb Durci donne ainsi l'occasion aux autorités turques d'affermir leur discours vis-à-vis d'Israël. Quelques jours après la fin de l'opération israélienne à Gaza, Erdogan prend à partie le président israélien Shimon Peres lors du forum économique organisé à Davos ; les images font le tour du monde arabe et confèrent au Premier ministre turc le rôle de premier opposant à la politique d'Israël.

La véritable rupture diplomatique a lieu en mai 2010 – quelques jours avant la découverte du gisement Léviathan – lorsqu'une opération de la marine israélienne contre une flottille en partance de Turquie à destination de Gaza provoque la mort de neuf ressortissants turcs. Le Premier ministre turc exige des excuses officielles du gouvernement israélien, ce que refuse de faire le Premier ministre Netanyahu. Les relations entre les deux pays sont alors suspendues.

Une prise de distance de l'allié égyptien

De leur côté, les relations israélo-égyptiennes restent bonnes sous la gouvernance d'Hosni Moubarak. Après la révolution de 2011 et le départ de Moubarak, le nouveau gouvernement égyptien souhaite rompre avec la politique de l'ancien chef d'État. Si le risque de voir les nouveaux dirigeants

3. USGS, « Assessment of Undiscovered Oil and Gas Resources of the Levant Basin Province, Eastern Mediterranean », mars 2010, disponible sur : <<https://pubs.usgs.gov>>.

rompre le traité de paix israélo-égyptien est rapidement écarté, les relations entre les deux pays ne sont plus aussi bonnes qu'auparavant. L'attaque contre l'ambassade israélienne au Caire en septembre 2011 en témoigne⁴.

Que ce soit dans le cas de la Turquie ou dans celui de l'Égypte, les changements d'orientations diplomatiques sont d'abord liés à des choix politiques internes à ces deux pays, et n'ont aucun lien avec un quelconque enjeu énergétique. Il en va différemment pour ce qui est des relations israélo-libanaises.

Conflit frontalier avec le Liban

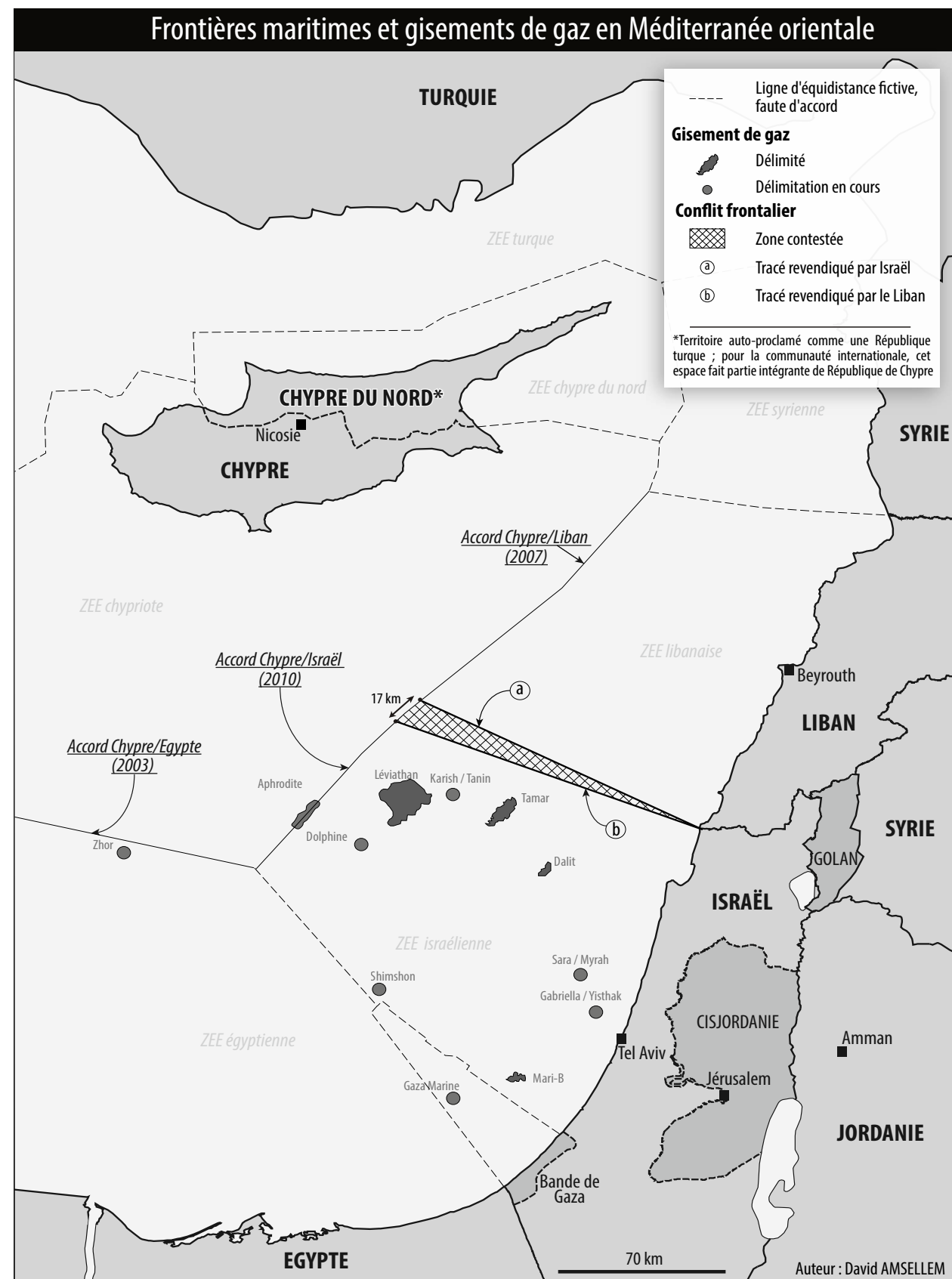
Si le gaz n'est pas à l'origine des conflits récurrents entre Israël et le Liban, il a toutefois aggravé la situation en ajoutant un volet maritime à la dispute territoriale entre les deux pays. Lorsque le territoire du bassin levantin devient un enjeu énergétique majeur, dès 2009, un flou juridique existe : Israël n'a, à ce moment-là, signé aucun accord de délimitation maritime avec ses voisins en Méditerranée.

Un mois après l'annonce de la découverte du gisement Léviathan (juillet 2010), le Liban décide d'officialiser ses revendications à l'ONU en déposant un document déterminant le tracé de sa frontière maritime avec Israël. En octobre 2010, Beyrouth dépose un autre document à l'ONU précisant cette fois le tracé de sa frontière maritime avec Chypre. Un accord à ce sujet avait pourtant été signé – mais pas ratifié – entre les deux États en 2007. Si les dirigeants libanais souhaitent remettre en cause cet accord, c'est qu'ils aspirent à redéfinir la limite méridionale de la frontière libano-chypriote. En décalant cette limite de 17 kilomètres vers le sud, la zone maritime d'Israël serait *de facto* réduite de 850 km². Or, dans la course à l'exploration, le moindre kilomètre carré en mer peut devenir une zone énergétique prometteuse⁵. De son côté, l'État hébreu décide de délimiter officiellement sa zone économique exclusive à l'été 2011 ; celui-ci conteste la nouvelle délimitation libanaise et reprend le tracé prévu par les accords libano-chypriotes de 2007, c'est-à-dire l'acception la plus large de la souveraineté israélienne en mer.

**Le moindre km²
peut devenir une
zone énergétique
prometteuse**

4. Le 9 septembre 2011, près de 3 000 manifestants égyptiens présents sur la place Tahrir se dirigent vers l'ambassade israélienne à proximité et pénètrent dans l'enceinte du bâtiment. Au bout de plusieurs heures, le personnel est finalement évacué par les forces égyptiennes.

5. Notons que les cartes envoyées par le Liban à l'ONU excluent les gisements Tamar et Léviathan de sa ZEE, alors qu'à l'origine Beyrouth souhaitait délimiter sa frontière pour contester la propriété israélienne du gisement Tamar. Or avec cette frontière, le Liban reconnaît que les deux gisements israéliens appartiennent en totalité à l'État d'Israël. Toutefois, si Beyrouth reste aussi actif dans ce dossier, c'est en raison du potentiel gazier en Méditerranée orientale, qui ne se limite pas aux deux gisements israéliens.



Depuis, la situation est gelée. Malgré la promesse de découvertes futures, aucune compagnie locale ou étrangère n'explore la zone disputée par le Liban et Israël. Une renégociation de l'accord libano-chypriote de 2007 pourrait être une piste pour résoudre le conflit⁶, mais aucune partie ne s'y résout. Pour les Israéliens, l'exploration de cette zone est encore moins pressante que pour le Liban : la souveraineté des gisements Tamar et Léviathan ne leur est pas contestée, et les activités de forage continuent dans le reste de son territoire maritime. De nombreux autres gisements ont ainsi été mis au jour : Dolphine (2,3 milliards de mètres cubes), Sara et Mira (180 milliards), Tanin (31 milliards), Karish (51 milliards), Royee (91 milliards) ou encore Shimshon (15 milliards). À la fin de l'année 2015, les réserves totales israéliennes, prouvées ou potentielles, avoisinent les 1 500 milliards de mètres cubes de gaz naturel⁷.

Exporter le gaz : quelles routes envisager ?

Avec de telles quantités, Israël confirme donc son statut de puissance gazière régionale et peut mener sereinement son projet de transition énergétique du charbon vers le gaz au sein de son mix électrique. En outre, les réserves sont telles que les projets d'exportations, déjà envisagés avec la découverte de Tamar, sont cette fois tout à fait possibles et même souhaitables.

Mais quelles routes envisager ? Dans le courant de l'année 2010, la suspension des relations avec la Turquie prive Israël d'un scénario longtemps échafaudé avec Ankara : la construction d'un gazoduc pour se connecter aux nombreuses infrastructures déjà installées sur le territoire turc afin de permettre au gaz israélien de pénétrer le marché européen. Au fil des années, la Turquie est en effet devenue un *hub* énergétique où transite le pétrole de la Russie, essentiellement par deux voies : d'une part, le Turkish Stream, du Caucase et de la Caspienne *via* l'oléoduc qui traverse Bakou, Tbilissi et Ceyhan (BTC) construit en 2005, et d'autre part, le gazoduc entre Bakou, Tbilissi et Erzurum (BTE) mis en service en 2006.

Or, quelques jours après l'opération israélienne contre la flottille, le ministre turc de l'Énergie Taner Yildiz, annonce le gel de tous les projets communs, en cours et à venir avec Israël concernant le secteur énergétique⁸. Toute la stratégie d'exportation d'Israël *via* la Turquie s'effondre.

6. M. Wählsch, «Israel-Lebanon Offshore Oil & Gas Dispute – Rules of International Maritime Law», *American Society of International Law*, 5 décembre 2011 ; T. Scovazzi, «Maritime Boundaries in the Eastern Mediterranean Sea», *The German Marshall Fund of the United States*, juin 2012.

7. M. de Boncourt, «Risques politiques et géopolitiques : la gouvernance du gaz en Israël», *Notes de l'Ifri*, Ifri, décembre 2015, disponible sur : <www.ifri.org>.

8. G. Grimland et O. Coren, «Turkey Halts All State Energy and Water Projects With Israel», *Haaretz*, 4 juin 2010, disponible sur : <www.haaretz.com>.

Les conséquences de la fin du partenariat énergétique israélo-égyptien

Qu'en est-il de l'Égypte ? En 2005, Le Caire signe avec Israël un accord qui prévoit l'importation par ce dernier de gaz égyptien, *via* la construction d'un gazoduc reliant El-Arish à Ashkelon. C'est cette connexion entre les deux pays – opérationnelle à partir de 2008 – que souhaiterait utiliser l'État hébreu pour exporter son gaz vers l'Égypte. Le pays dispose en effet de stations de liquéfaction (Damiette et Idku) que pourrait utiliser Israël pour exporter son gaz à l'étranger, notamment en Asie.

Toutefois, les projets de coopération énergétique avec l'Égypte semblent compromis avec la fin de l'ère Moubarak. Au début de l'année 2011, le gazoduc reliant les deux pays subit la première d'une longue série d'attaques. Fomentées d'abord par des groupes bédouins souhaitant faire pression sur le nouveau gouvernement égyptien, puis par divers groupes terroristes (dont l'État islamique) pour déstabiliser Le Caire, ces attaques conduisent à l'interruption des livraisons égyptiennes vers Israël, causant d'importantes coupures de courant, et fragilisent la position de l'Égypte en tant que partenaire énergétique fiable. L'année suivante, en avril 2012, les autorités égyptiennes décident en outre d'annuler le contrat gazier signé en 2005 avec l'État d'Israël. Cette décision n'est pas le signe d'une réorientation stratégique du nouveau pouvoir égyptien vis-à-vis d'Israël, mais son choix pragmatique à un moment opportun. En effet, malgré des réserves en gaz naturel estimées à près de 2 200 milliards de m³ en janvier 2015⁹, l'Égypte peine à satisfaire sa demande interne. Le gaz compte pour plus de la moitié (53 %) de la consommation totale d'énergie primaire du pays alors que depuis 2005, le pays s'est lancé dans une vaste politique d'exportation gazière. L'Arab Gas pipeline permet à l'Égypte d'exporter vers la Jordanie (2007), Israël (2008) et le Liban (2009), tandis que les stations de liquéfaction permettent d'exporter vers l'Europe et l'Asie.

Faute d'une production locale suffisante, l'Égypte a, dès 2009, des difficultés à satisfaire sa demande interne et est contrainte de réduire les quantités de gaz qu'elle exporte. Entre 2009 et 2011, les livraisons faites à Israël, à la Jordanie, à la Syrie et au Liban sont régulièrement en dessous des engagements contractuels. Les exportations de gaz liquide sont également concernées. Dans le même temps, en 2010 et 2011, le secteur électrique égyptien souffre d'une production insuffisante, provoquant plusieurs pannes de courant. Dans ce contexte, les attaques contre le gazoduc approvisionnant Israël et les pays arabes de la région sont une aubaine

9. The U.S. Energy Information Administration, « Egypt – Overview », article consulté en août 2016, disponible sur : <www.eia.gov>.

pour le gouvernement qui voit ainsi réduire ses exportations tout en se défaussant sur les activités de sabotage de groupes bédouins ou islamistes du Sinaï. La rupture du contrat avec Israël en 2012 repose sur un pari : utiliser un retard de paiement des Israéliens pour renégocier un nouveau contrat plus avantageux et ainsi redresser la situation énergétique. Israël refuse : l'instabilité politique au Caire et la découverte d'importants gisements gaziers persuadent le gouvernement israélien de ne pas renouveler son partenariat énergétique avec l'Égypte.

Privé de son partenariat énergétique avec la Turquie et l'Égypte, l'État hébreu n'est pas pour autant sans alternative. Depuis plusieurs mois, un rapprochement intense est en cours avec deux autres pays de la région.

L'axe Jérusalem-Nicosie-Athènes

La suspension des relations israélo-turques offre de nouvelles perspectives d'alliances, aussi bien énergétiques que diplomatiques, entre Israël et deux autres États de la région : Chypre et la Grèce. Depuis le rapprochement stratégique entre Israël et la Turquie au début des années 1990, ces deux pays avaient en effet pris leurs distances avec l'État hébreu en raison des rivalités opposant Nicosie et Athènes à Ankara. La fin des relations israélo-turques en mai 2010 ouvre ainsi la voie à un rapprochement avec l'ancien « ennemi » israélien.

Pour Israël, le rapprochement avec Chypre a d'abord permis de régler la question de la délimitation frontalière. En effet, à l'été 2010, Chypre et Israël n'avaient toujours pas délimité leur frontière maritime alors que le gisement Tamar – puis Léviathan – posait des interrogations légitimes aux autorités chypriotes. L'accord de délimitation est finalement signé le 17 décembre 2010 et le tracé choisi place nettement les gisements dans la ZEE israélienne. De son côté, le Premier ministre grec d'alors, Georges Papandreou, entame lui aussi un rapprochement avec Israël en se rendant en visite officielle dans le pays à l'été 2010.

Sur le plan énergétique, les perspectives avec ces deux nouveaux alliés sont prometteuses d'autant qu'à la fin de l'année 2011, Chypre fait la découverte d'un gisement de gaz d'envergure au large de ses côtes, contenant environ 200 milliards de m³ (Aphrodite). Un projet d'exportation est alors envisagé : EastMed, un gazoduc qui relierait Israël, Chypre et la Grèce pour se connecter au marché européen. Compte tenu de l'importance stratégique d'une telle installation, qui apparaît comme une source d'approvisionnement alternative à l'Europe en cas de crise avec la Russie, le gazoduc a été inscrit comme Projet d'intérêt commun par la Commission

européenne. Toutefois, cette option n'est pas sans difficulté : la construction d'une telle infrastructure est un défi technique et suppose des milliards d'investissements alors même que la Grèce, destination finale du projet, n'est pas correctement intégrée au réseau gazier des autres pays de l'Union européenne.

Mais au-delà des projets énergétiques, ce nouveau partenariat comporte aussi un volet géostratégique. Ainsi, lorsque la Turquie met fin à ses entraînements communs avec Israël en Méditerranée orientale en 2010, celle-ci est remplacée l'année suivante par la Grèce. Pilotes et marins des deux armées s'entraînent désormais ensemble lors d'exercices dont certains consistent à défendre des sites statiques (une plateforme ?) en mer.

Vers une pacification régionale autour du gaz ?

À partir de l'année 2014, des événements d'ordre économique permettent à l'État hébreu d'envisager des perspectives simplifiées d'exportation de son gaz naturel. Jusqu'alors, celles-ci se résumaient à vendre au-delà des pays de la Méditerranée orientale (vers l'Asie ou l'Europe) en utilisant la position géographique de certains États (Chypre, Grèce) ou les infrastructures d'autres pays (usines GNL égyptiennes, gazoducs turcs). Or, la chute du prix de l'énergie à partir de l'été 2014 (de 100 dollars le baril de pétrole en janvier 2014 à 50 dollars au début de l'année 2015, puis moins de 30 dollars un an plus tard) affecte la rentabilité de ces projets

La Jordanie importe plus de 90 % de son énergie

d'exportation très coûteux. Cette situation impose une réévaluation de la stratégie d'exportation qui doit nécessairement être moins ambitieuse pour se recentrer vers un marché de proximité. Et précisément, les pays de la Méditerranée orientale ont un besoin croissant d'énergie. La Jordanie ne dispose pratiquement pas de ressources énergétiques. Elle est contrainte d'importer plus de 90 % de son énergie pour satisfaire sa consommation, ce qui absorbe plus de 40 % du budget national. Une promesse de vente ambitieuse a donc été signée au mois de septembre 2014 (45 milliards de m³ en 15 ans pour une valeur de 15 milliards de dollars), mais celle-ci a été revue à la baisse avec la signature d'un mémorandum au mois de mars 2016 (1,8 milliard pendant dix ans¹⁰). Le voisin palestinien doit également faire face à une demande croissante d'énergie tandis que l'absence de perspectives sérieuses pour l'exploitation de Gaza Marine impose aux autorités palestiniennes la recherche d'alternatives pour améliorer leur

10. H. Cohen, « Israel-Jordan Gas Pipeline to Begin Operating in 2017 », *The Jerusalem Post*, 11 mars 2016.

production d'électricité. Ainsi, en janvier 2014, la compagnie d'électricité palestinienne a signé un accord avec les exploitants du champ Léviathan pour l'achat de 4,75 milliards de mètres cubes en 20 ans, pour 1,2 milliard de dollars¹¹ – depuis l'accord a été annulé, notamment en raison de blocages juridiques et législatifs internes en Israël.

Le retour des anciens partenaires

En outre, on observe depuis plusieurs mois un rapprochement diplomatique entre Israël, l'Égypte et la Turquie. En effet, depuis l'arrivée au pouvoir au Caire du maréchal Al-Sissi, les relations avec l'État hébreu se sont nettement améliorées. Le nouvel homme fort de l'Égypte partage avec le gouvernement israélien une hostilité envers les groupes islamistes, et en particulier les Frères musulmans dont le Hamas constitue la branche palestinienne¹². Sur le plan énergétique, le nouveau pouvoir égyptien est par ailleurs conscient de la précarité de sa situation : la production de gaz naturel a chuté de 5 % entre 2012 et 2013, alors que la consommation a augmenté annuellement de 7 % en moyenne entre 2004 et 2013. La quasi-totalité de la production locale est donc destinée à la consommation domestique, et notamment au secteur électrique qui fonctionne à 70 % au gaz naturel. Dans ces conditions, l'Égypte s'est donc résignée, au début de l'année 2015, à importer du gaz naturel de Russie, d'Algérie et d'Israël. Le contrat de vente israélo-égyptien prévoit la livraison de 5 milliards de mètres cubes de gaz israélien pour une période de trois ans à compter de la signature de l'accord¹³.

Quant aux relations avec la Turquie, les deux pays ont finalement décidé, au mois de juin 2016, de mettre fin à six années de brouille diplomatique, non sans concession de part et d'autre¹⁴. Même si les projets énergétiques d'antan ne sont pas encore d'actualité, la situation devrait évoluer au cours des prochaines années.

Les découvertes de gisements gaziers en Méditerranée orientale représentent moins de 1 % des réserves mondiales de gaz. Néanmoins, elles sont suffisamment importantes pour modifier les politiques énergétiques

11. E. Azran, « Palestinians Become First Customer of Israel's Leviathan Gas Field », *Haaretz*, janvier 2014.

12. Au moment du coup d'État de 2013 qu'il dirige, plus de 1 400 membres des Frères musulmans ont été tués, et plus de 16 000 autres ont été emprisonnés tandis que l'année suivante, l'armée égyptienne a détruit 1 659 tunnels de contrebande reliant le territoire du Sinaï à la bande de Gaza.

13. H. Cohen, « Egypt Okays Tamar Gas Imports – Report », *Globes*, 21 mai 2015.

14. Après des excuses publiques pour la mort de ressortissants turcs lors de l'opération israélienne contre la flottille, le gouvernement israélien a accepté de verser 18 millions d'euros aux familles des victimes. En échange, la Turquie renonce aux poursuites judiciaires contre les responsables israéliens et n'exige plus la fin du blocus israélien de Gaza.

des États limitrophes et constituer une source d'approvisionnement supplémentaire ou alternative pour des grandes régions consommatrices (Europe et Asie).

L'impact de ces découvertes sur les relations entre les États est réel, même si le gaz ne bouleverse pas fondamentalement les choix diplomatiques des acteurs régionaux. Les ruptures d'alliances (Israël-Turquie, Israël-Égypte), les nouveaux partenariats (Israël-Grèce, Israël-Chypre) ou les crises (Israël-Liban) sont toujours liés à des choix politiques ou stratégiques. Au mieux – ou au pire –, le gaz renforce ou amplifie l'entente ou la rivalité.

Les véritables enjeux de ces découvertes se situent donc sur le plan énergétique et économique, en permettant aux uns et aux autres de réduire leur dépendance *via* une production locale et, pour certains, de générer des profits en exportant une partie de leur réserve. En raison du nombre et des quantités de ses découvertes, l'État d'Israël a été l'acteur énergétique incontournable de la région, profitant d'un rapport de force favorable pour relancer des partenariats avec ses voisins. Mais sa position dominante est menacée. En Israël, d'intenses débats ont lieu depuis 2010 sur la question de la répartition des revenus liés à l'exploitation de gaz entre les compagnies privées et l'État. La possession de la plupart des grands gisements par un seul consortium (Noble Energy et Delek Energy) a souvent motivé l'intervention de l'Autorité antitrust israélienne pour casser les contrats en cours de négociation. Cette situation a retardé de plusieurs mois la signature d'accords entre le consortium gazier, des entreprises israéliennes et des pays étrangers. Un retard que pourrait exploiter un nouvel entrant : l'Égypte. À l'été 2015, la compagnie italienne ENI a annoncé la découverte, au large des côtes égyptiennes du plus grand gisement de gaz naturel mis au jour ces dernières années dans le monde. Baptisé Zohr, le gisement égyptien contiendrait 850 milliards de mètres cubes de gaz et détrônerait ainsi le champ gazier israélien Léviathan. En plus de perdre un client important, Israël doit désormais composer avec un concurrent régional qui dispose de nombreux atouts (infrastructures existantes, réserves de gaz supérieures, relations avec les voisins arabo-musulmans moins problématiques). L'histoire du gaz en Méditerranée orientale ne fait que commencer.



Mots clés

Gaz naturel
Politique énergétique
Méditerranée
Israël